



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.906/2/V
du 4 septembre 2024

sur

un projet d'arrêté du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune
'modifiant l'arrêté du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune du
21 mars 2018 portant le statut
administratif et pécuniaire des
fonctionnaires et stagiaires de
l'Office bicommunautaire de la
santé, de l'aide aux personnes et
des prestations familiales de la
Commission communautaire
commune de
Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.906/2/V
van 4 september 2024

over

een ontwerp van besluit van
het Verenigd College van
de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie 'tot
wijziging van het besluit van
het Verenigd College van
de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie van
21 maart 2018 houdende
het administratief statuut en
de bezoldigingsregeling van
de ambtenaren en stagiairs van
de bicommunautaire Dienst voor
gezondheid, bijstand aan
personen en gezinsbijslag van
de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
van Brussel-Hoofdstad'

Le 21 juin 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, en charge des Prestations familiales, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * et prorogé jusqu'au 6 septembre 2024 ‡, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 4 septembre 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur, et Ahmed TIOURIRINE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 septembre 2024.

‡ Par courriel du 28 juin 2024.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

Op 21 juni 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd en verlengd tot 6 september 2024[‡] een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de bicommunautaire Dienst voor gezondheid, bijstand aan personen en gezinsbijslag van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 4 september 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur, en Ahmed TIOURIRINE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 september 2024.

[‡] Bij e-mail van 28 juni 2024.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait qu'à la suite des élections du 9 juin 2024, le Collège réuni ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Collège réuni peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

IRRECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

L'annexe à l'arrêté examiné, en tant qu'elle fixe de nouvelles échelles de traitement, n'a pas de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ¹.

La demande d'avis est dès lors irrecevable en ce qu'elle a pour objet ces échelles de traitement.

¹ Voir en ce sens l'avis 50.124/2/V donné le 5 septembre 2011 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 'fixant les échelles de traitement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté' et l'avis 74.668/4 donné le 13 novembre 2023 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2024 'modifiant diverses dispositions en vue d'intégrer l'allocation de foyer ou de résidence dans les échelles de traitements'.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'arrêté en projet prévoit divers traitements de données à caractère personnel ², notamment l'article 98/1 en projet, inséré par l'article 84 du projet, qui détermine le contenu du dossier d'évaluation ³, ou l'article 169/2 en projet, inséré par l'article 146 du projet, qui détermine le contenu du dossier disciplinaire ⁴.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, il ne ressort pas du dossier communiqué à la section de législation que l'Autorité de protection des données a été consultée préalablement sur l'arrêté en projet.

Il sera veillé à l'accomplissement de la formalité requise.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

² L'article 4, 1), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' définit les « données à caractère personnel » comme « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ».

³ Ce dossier comporte notamment le rapport de l'entretien de fonction, le rapport de chaque entretien de fonctionnement, le rapport d'évaluation et les précédents rapports d'évaluation ainsi que les documents portant sur les constatations et appréciations favorables ou défavorables transmises et discutées lors d'un entretien de fonctionnement.

⁴ Ce dossier comporte notamment la convocation – qui indique notamment les faits reprochés (article 169/1, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet, inséré par l'article 145 du projet) – ainsi que tout document et toute information parvenus à l'administration en rapport avec les faits mis à charge du fonctionnaire poursuivi.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. En application de l'article 65/1, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale' (ci-après le « statut Iriscare »),

« le membre du personnel contractuel engagé à durée indéterminée et en service depuis au minimum deux années équivalent temps plein, peut être recruté avec l'accord du Comité général de gestion, s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° remplir les conditions visées à l'article 44, 1° et 48/1 ;

2° avoir réussi l'épreuve d'une sélection comparative de recrutement organisée par la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui, du rang de l'emploi à pourvoir, quelle que soit l'entité administrative fédérale, régionale ou communautaire pour laquelle la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui est intervenue ;

3° s'être vu proposer une entrée en service concrète dans l'entité administrative pour laquelle la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui est intervenue ;

4° se situer, à la date de la demande, dans un délai maximum de 3 années depuis la réussite de l'épreuve de sélection organisée par la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ;

5° ne pas avoir fait l'objet d'une mention d'évaluation globale 'avec réserve' ou 'insuffisant' ».

Dans l'avis 75.375/4 donné le 12 février 2024 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII', la section de législation a observé ce qui suit :

« 3. Dans son avis 64.183/4, la section de législation a observé, à propos d'un mécanisme analogue, ce qui suit :

'La section de législation concluait son avis n° 61.592/4 donné le 10 juillet 2017 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'modifiant l'article 119^{quater} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne', par l'observation suivante :

'Le principe de l'égalité d'accès à la fonction publique constitue un corollaire des articles 10 et 11 de la Constitution⁵. Il implique que tout poste statutaire vacant doit faire l'objet d'une publicité et être accessible tant aux agents (contractuels ou non) occupés par la fonction publique wallonne qu'à des personnes extérieures à celles-ci⁶.

⁵ Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Voir ainsi C.C., n° 106/2005 du 15 juin 2005, B.5.

⁶ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Voir en ce sens C.E., 5 février 2013, *Mathieu*, n° 222.384 ; et C.E. 4 février 2010, *Schmetz*, n° 200.492,

Cette observation doit être réitérée à propos de l'article 119*quinquies*, en projet, du Code de la Fonction publique wallonne, dès lors qu'il ne ressort pas de la disposition en projet que la vacance des postes statutaires concernés auxquels peuvent accéder les agents contractuels visés par le projet a fait l'objet d'une publicité permettant à toute personne remplissant les conditions d'accès à ces emplois d'y postuler.

La circonstance que les obligations de publicité et d'égal accès aux emplois ont été respectées lors de la sélection contractuelle n'est pas de nature à lever l'objection. En effet, un emploi contractuel et un emploi statutaire ne peuvent pas être considérés comme des emplois identiques, des différences notoires existant entre un engagement statutaire et un engagement contractuel, ce que la note au Gouvernement souligne d'ailleurs expressément.

Ainsi :

- les critères retenus, selon qu'il s'agit d'une épreuve en vue d'un engagement statutaire ou contractuel, peuvent différer ;
- l'appel à candidature n'a pas le même périmètre ;
- les compositions de jurys ne sont pas identiques ;
- Les régimes juridiques de l'emploi statutaire et contractuel diffèrent, de sorte que des candidats peuvent, pour des motifs légitimes, ne pas être intéressés à postuler à une fonction contractuelle mais l'être par contre s'agissant d'un emploi statutaire.

Il s'ensuit que le texte en projet n'est pas admissible au regard des articles 10 et 11 de la Constitution⁷.

Dans un avis 74.366/4, la section de législation a, par ailleurs, observé ce qui suit :

'1. L'arrêté en projet vise à dispenser certains membres du personnel engagés par contrat de travail de tous les modules d'une sélection comparative, à l'exception du dernier module.

Il s'agit des membres du personnel engagés par contrat de travail occupés de manière ininterrompue depuis au moins trois ans à temps plein (cette période de trois ans étant 'prolongée au prorata' en cas de prestations à temps partiel) dans le service public fédéral où se trouve l'emploi vacant et 'dans une fonction dont les compétences sont identiques de la même classe ou du même grade' (article 7*ter*, alinéas 1^{er}, 2^o et 3^o, et 2, en projet de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État').

[...]

dont il ressort ce qui suit : « qu'il ne peut être pourvu à un emploi vacant que dans le respect des principes fondamentaux, fondés sur les articles 10 et 11 de la Constitution, qui régissent la collation des emplois publics ».

⁷ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Avis 64.183/4 donné le 26 septembre 2018 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon « insérant un article 119*quinquies* au sein de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne ».

3. L'article 25, c), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui a effet direct, garantit à tout citoyen le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables, d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays ⁸.

Le principe de l'égalité d'accès à la fonction publique, lequel constitue également un corollaire des articles 10 et 11 de la Constitution ⁹, implique notamment que tout poste statutaire vacant doit être accessible, à des conditions non discriminatoires, tant aux agents (contractuels ou non) occupés dans la fonction publique qu'à des personnes extérieures à celles-ci ¹⁰.

Le projet crée une différence de traitement entre les membres du personnel contractuels occupés dans la fonction publique et les personnes extérieures à celles-ci. Il crée également une différence de traitement entre les membres du personnel contractuels occupés dans le service public fédéral concerné et ceux occupés dans d'autres services.

Par ailleurs, il a également pour effet de traiter de manière identique les membres du personnel contractuels qui ont réussi une sélection comparative, ceux qui ont réussi un test de sélection et ceux qui n'ont réussi que le premier module d'une sélection comparative.

Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure ainsi que de la nature des principes en cause ; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

En l'espèce, l'auteur du projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, toutes les dispositions du projet qui établissent une différence de traitement ou qui traitent de manière égale des situations différentes. À cet égard, les justifications qui figurent dans le rapport au Roi sont insuffisantes.

Le projet sera fondamentalement réexaminé à la lumière de cette observation ¹¹.

⁸ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Aux termes de l'article 2, paragraphe 1, du Pacte :

« Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation ».

⁹ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Note de bas de page n° 6 de l'avis cité : Voir C.C., 15 juin 2005, n° 106/2005, B.5.

¹⁰ Note de bas de page n° 6 de l'avis cité : Note de bas de page n° 7 de l'avis cité : Voir en ce sens C.E. (8^e ch.), 5 février 2013, n° 222.384, Mathieu ; et C.E. (8^e ch.), 4 février 2010, n° 200.492, Schmetz, dont il ressort « qu'il ne peut être pourvu à un emploi vacant que dans le respect des principes fondamentaux, fondés sur les articles 10 et 11 de la Constitution, qui régissent la collation des emplois publics ».

¹¹ Note de bas de page n° 7 de l'avis cité : Avis 74.366/4 donné le 27 septembre 2023 sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'État ».

Une observation analogue doit être réitérée en l'espèce, dès lors que l'article 14/6/1 en projet ne prévoit pas la publicité de la vacance des emplois dans lesquels les agents contractuels peuvent être nommés en application de cette disposition, cette publicité devant permettre à toute personne remplissant les conditions d'accès à cet emploi d'y postuler. Compte tenu de la nature de l'emploi statutaire, il ne suffit pas, contrairement à ce qu'énonce la note au Gouvernement, qu'une mise en concurrence ait été effectuée lors de la sélection contractuelle ».

Interrogé à propos du respect, par l'article 65/1 en projet, du principe d'égal accès aux emplois publics découlant des articles 10 et 11 de la Constitution et de l'article 25, c), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Le principe de l'égal accès aux emplois publics n'implique pas que ces emplois soient forcément accessibles à des conditions identiques.

La publicité requise sera rencontrée dès lors que cette méthode de recrutement ne peut concerner que des emplois vacants au plan de personnel. Or, l'article 49 § 1^{er}, du projet de statut d'Iriscare (une disposition analogue sera insérée concernant Vivalis) :

‘Art. 49. § 1^{er}. Chaque offre d'emploi est publiée au moins au *Moniteur belge* et sur le site web de l'Office et précise la date limite de l'introduction des candidatures’.

Par ailleurs, le poste statutaire à pourvoir sera ouvert tant aux collaborateurs contractuels remplissant les conditions réglementaires qu'aux externes. Il n'est en effet nullement mentionné dans la disposition projetée que ce recrutement se ferait en dehors de toute procédure de sélection comparative préalable. Aussi, les externes auront aussi accès aux emplois statutaires pour lesquels un recrutement via la procédure litigieuse est envisagée.

Dès lors, les postes statutaires vacants à pourvoir feront nécessairement l'objet de la publicité et de l'accessibilité nécessaire au respect du prescrit constitutionnel.

[...]

Sur pied des considérations développées au point précédent, la disposition querellée n'est pas contraire à l'article 25, c) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce que tout citoyen conserve le droit et la possibilité d'accéder dans des conditions égales aux emplois ouverts à Iriscare et/ou à Vivalis.

De plus, la procédure introduite, qui facilite il est vrai l'accès aux emplois statutaires pour les collaborateurs contractuels remplissant les conditions énoncées, ne restreint pas de manière déraisonnable ce droit en ce que tout citoyen pourra participer aux sélections organisées pour pourvoir à ces postes, selon des conditions génériques de participation. Les conditions dérogatoires posées permettront en effet uniquement à certains collaborateurs de bénéficier d'une procédure simplifiée, dont l'existence est justifiée par le fait que les performances de ces collaborateurs ont déjà été évaluées, vu qu'ils ont déjà réussi un examen de recrutement statutaire, et ne nécessitent donc plus une analyse spécifique, comme l'induit une procédure de sélection comparative classique à part l'interview les mettant en concurrence avec des lauréats externes de nos réserves ».

Contrairement à ce qu'indiquent ces éléments de réponse, il ne ressort pas de la disposition en projet que la vacance des postes statutaires concernés auxquels peuvent accéder les agents contractuels visés par le projet a fait l'objet d'une publicité permettant à toute personne remplissant les conditions d'accès à ces emplois d'y postuler, ni qu'une sélection comparative aura lieu entre ces deux catégories de « postulants ».

À défaut de prévoir de telles garanties, le projet crée une différence de traitement entre les membres du personnel contractuel occupés dans la fonction publique et les personnes extérieures à celles-ci. Il crée également une différence de traitement entre les membres du personnel contractuel en service au sein d'Iriscare et ceux occupés dans d'autres services.

En l'espèce, l'auteur du projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, cette différence de traitement, telle qu'elle résulte de l'article 65/1 ainsi que, le cas échéant, d'autres dispositions du projet. À cet égard, à défaut de rapport aux membres du Collège réuni, ces justifications ne sont pas produites.

Le projet sera fondamentalement réexaminé à la lumière de cette observation.

2. Interrogé à propos de ce qui distingue, à l'issue d'une procédure d'évaluation, une mention « insuffisant » d'une mention « avec réserve », hormis le fait que dans le cas d'une mention « avec réserve », le cycle dévaluation qui suit est réduit à un an de prestations effectives (article 100/2, § 2, en projet) – pour six mois en cas de mention « insuffisant » –, compte tenu de ce que dans les deux cas, ces évaluations « insuffisant » ou « avec réserve » peuvent déboucher sur la déclaration d'incapacité et le licenciement (article 102/1 en projet) ou encore sur une réduction de la période prise en compte pour le calcul de l'ancienneté de grade (article 102 en projet), le délégué des Membres du Collège réuni a précisé ce qui suit :

« Pratiquement la mention 'avec réserve' sera attribuée à un collaborateur n'atteignant pas certains objectifs fixés tandis que la mention 'insuffisant' sera attribuée si les objectifs fixés sont globalement non-atteints.

Il s'agit donc d'une gradation dans les lacunes constatées, même si les conséquences sont assez similaires.

La seule différence substantielle entre ces 2 mentions réside dans la période d'évaluation : elle sera de 6 mois en cas de mention 'insuffisant' et d'un an en cas de mention 'avec réserve'.

[...]

Il existe un traitement identique mais justifié par les lacunes plus ou moins importantes constatées dans le chef du collaborateur concerné.

Ces dernières, bien que d'intensités différentes, justifient de mettre fin à la relation de travail statutaire du collaborateur concerné en ce que ce dernier n'a pas réussi à répondre, et ce durablement, aux attentes formées dans son chef ».

Interrogé par ailleurs à propos des motifs justifiant qu'un fonctionnaire ayant reçu deux mentions « avec réserve » séparées par une mention « favorable » soit traité de la même manière qu'un fonctionnaire ayant reçu deux mentions « insuffisant », le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Ce traitement se justifie par les prestations globalement peu convaincantes fournies par le collaborateur concerné. Il a en effet disposé de suffisamment de temps pour corriger le tir (5 ans au total) durablement comparativement à des mentions 'insuffisant' consécutives (2 ans et demi au total), sans pour autant corriger le tir ».

Il apparaît toutefois que la situation d'un fonctionnaire faisant l'objet d'une évaluation « avec réserve » n'est pas identique à celle d'un fonctionnaire qui fait l'objet d'une mention « insuffisant » dès lors que, comme l'indique le délégué des Membres du Collège réuni, dans le premier cas, le fonctionnaire n'atteint pas certains objectifs fixés alors que, dans le second cas, les objectifs fixés sont globalement non atteints. Il ne peut dès lors être réservé de suites identiques à ces situations différentes, en ce qui concerne la sanction pouvant être appliquée dans ces deux hypothèses d'évaluation, à savoir la possibilité de licenciement du fonctionnaire évalué de la sorte, que moyennant une justification adéquate. Ceci est aussi vrai pour un fonctionnaire dont les deux mentions « avec réserve » sont séparées par une mention « favorable ».

L'auteur du projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que les mêmes conséquences, mis à part pour ce qui concerne la durée du cycle d'évaluation qui suit cette mention « insuffisant » ou « avec réserve », soient attachées à des situations qui ne sont pas identiques.

À défaut, les articles 87 à 93 du projet seront revus.

3. Dans la version française du projet, le sigle « GRH », défini par l'article 2, § 1^{er}, 11°, du statut Iriscare comme « la direction au sein de l'Office assurant la gestion du personnel », est alternativement précédé d'un déterminant masculin ou féminin. Cette situation peut générer une confusion dans la portée de certaines dispositions en projet lorsqu'il est ensuite fait référence au service en charge de la gestion des ressources humaines par un pronom ¹².

¹² Voir, à titre d'exemple, l'article 135 du projet et l'observation particulière y relative.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Le visa relatif à l'avis de la section de législation du Conseil d'État sera placé en fin de préambule, en tant que dernier visa. Il sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 76.906/2/V du Conseil d'État, donné le 4 septembre 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ¹³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. À l'article 2, § 1^{er}, 15^o, alinéa 4, en projet la référence à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 'fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966' sera revue, cette disposition, telle que remplacée par l'article 6 de l'arrêté royal du 12 juillet 2009 'portant modification de l'arrêté royal du 8 mars 2001, fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966', ayant été annulée par l'arrêt de la section du contentieux administratif du Conseil d'État n° 217.481 du 24 janvier 2012 ¹⁴.

2. Dans la version française de l'article 2, § 1^{er}, 18^o, en projet, les mots « le membre du personnel » seront remplacés par les mots « l'agent » et la suite du dispositif en projet sera réexaminée et, le cas échéant, revue en conséquence.

Article 13

L'article 18, 2^o, en projet ne tient pas compte des modifications qui seront apportées à l'article 20, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale' (ci-après le « statut Vivalis ») par l'article 13 du projet sur lequel la section de législation a donné, ce jour, l'avis 76.904/2/V ¹⁵. Il sera veillé à une parfaite articulation entre ces deux projets.

¹³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

¹⁴ C.E. (8^e ch.), 24 janvier 2012, n° 217.481, commune de Schaerbeek.

¹⁵ Projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune « modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale ».

La même observation vaut pour l'article 14 du projet, en ce qu'il fait référence à l'article 21/1 du statut Vivalis, lequel, après sa modification par l'article 16 du projet sur lequel la section de législation a donné l'avis 76.904/2/V, ne visera plus « l'article 96/1, alinéa 7 » mais bien « l'article 96/1, alinéa 5, ou article 96/1, alinéa 6 ».

Article 24

À l'article 41/1, § 1^{er}, en projet, il ne convient pas de rappeler que la décision de retrait de l'autorisation « doit être motivée », cette obligation résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs' ; partant, la deuxième phrase du paragraphe 1^{er} sera omise.

La même observation vaut pour l'article 124 du projet, en ce qu'il prévoit une décision motivée de la GRH à l'article 131, alinéa 2, en projet, et pour l'article 137 du projet, en ce qu'il prévoit une décision motivée de la GRH à l'article 151/1, alinéa 3, en projet.

Article 32

1.1. L'article 32 du projet vise à remplacer l'article 49 du statut Iriscare, de sorte que les dispositions réglementaires de l'article 49 actuellement en vigueur, relatives à la composition de la commission de sélection, seront abrogées. L'article 49, § 2, alinéa 2, 2^e tiret, en projet prévoit que le règlement de sélection régleme le cas échéant « la composition de la commission de sélection ».

1.2. Le délégué des Membres du Collège réuni confirme que ce règlement de sélection sera « établi par le service RH, avec le consentement du fonctionnaire dirigeant (dans le futur : le directeur général) de l'institution ». Ceci sera précisé à l'article 49, § 2, en projet.

1.3. À la question de savoir si ces modifications signifient que des dispositions à caractère réglementaire, soit celles relatives à la commission de sélection, seront, le cas échéant, déterminées par un règlement de sélection établi par la GRH, le même délégué a indiqué ce qui suit :

« De modaliteiten van de selectieprocedure, waaronder de selectiecommissie, worden geregeld via het selectiereglement, dat wordt opgesteld door de Dienst HR. Het doel is om het selectiereglement dit verder te laten regelen, om rigiditeit te beperken. Uiteraard zal de opstelling van het selectiereglement binnen de grenzen van de algemene rechtsbeginselen en de beginselen van behoorlijk bestuur plaatsvinden, zodat de gelijke toegang tot het openbaar ambt wordt gegarandeerd ».

Dès lors que les règles relatives à la composition de la commission de sélection sont, à l'instar de celles relatives à la composition de la commission d'évaluation ou de la chambre de recours, des dispositions à caractère réglementaire, il appartient au Collège réuni ou au membre du Collège réuni habilité en ce sens de les déterminer.

Partant, à l'article 49, § 2, alinéa 2, en projet, le 2^e tiret sera omis.

2. L'article 49, § 2, en projet sera complété par une disposition prévoyant la publication du règlement de sélection concomitante à la publication de l'offre d'emploi.

Article 33

1. De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, à l'article 50, § 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire « Une allocation est accordée (...) ».

2. L'octroi d'une allocation au profit des membres de la commission de sélection devant se faire par l'adoption d'un arrêté des membres du Collège réuni, il va de soi que cet arrêté devra être publié au *Moniteur belge*.

Article 34

Dans la version française, le numéro du chapitre visé sera mentionné.

Article 36

Compte tenu de l'abrogation des sections 4 et 5, sous-sections 1 à 4, du statut Iriscare par l'article 35 du projet, la section insérée par l'article 36 du projet sera numérotée 4 et non 5.

La numérotation des sections suivantes sera revue en conséquence.

Article 43/1

Compte tenu de l'ajout d'un septième organisme d'agrément à l'article 67 en projet, le mot « six » sera remplacé par le mot « sept » dans la phrase introductive de cet article.

Article 44

Compte tenu de ce qu'en vertu de l'article 67, 7^o, en projet, Actiris est renseigné comme étant un organisme d'agrément, à l'article 69, alinéa 1^{er}, du statut Iriscare, les mots « à Actiris, » seront omis.

Article 47

L'article 73 en projet emporte que le fonctionnaire recruté sera « affecté à une direction » et non plus « à l'emploi pour lequel il a été appelé en service ».

L'auteur du projet doit pouvoir justifier qu'un lauréat soit affecté à « une direction » lorsque la procédure de recrutement a été organisée pour un emploi spécifique.

Articles 48 et 135

Le remplacement envisagé de l'article 74 du statut Iriscare par l'article 48 du projet implique qu'une modification de l'affectation « à la demande du stagiaire » ne sera plus prévue.

Interrogé à propos de la suppression de cette possibilité de changement d'affectation, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« De reden voor deze wijziging is om een gelijkaardige regeling te hebben als voorzien in artikel 115 (artikel 149 voor Iriscare) zodat wijzigingen van dienstaanwijzing altijd in het belang van de dienst is. La possibilité de prévoir une réaffectation à la demande du fonctionnaire étant supprimée, il est nécessaire d'adapter son équivalent pour les stagiaires (articles 64 pour Vivalis et 74 pour Iriscare) afin d'éviter d'instaurer une différence de traitement difficilement justifiable entre fonctionnaires statutaires et stagiaires statutaires ».

L'article 150 du statut Iriscare, tel que modifié par l'article 135 du projet, ne prévoit en effet plus la mutation volontaire d'un fonctionnaire sans appel interne. Sur la justification de la suppression de cette possibilité, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Dit is het doel. Het zal niet langer mogelijk zijn om proactief om een overplaatsing te verzoeken. Dit kwam al niet vaak voor binnen de huidige bepalingen en heeft bovendien een impact op organisatorisch vlak. Daarenboven leidt dit tot een ongelijkheid tussen personeelsleden. Indien de overplaatsing via een interne oproep plaatsvindt, heeft elk personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden een gelijke kans om overgeplaatst te worden ».

Il est pris acte de l'abrogation de cette possibilité de réaffectation à la demande du stagiaire et du fonctionnaire.

Article 50

1. À l'article 75, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'écrire « prévues aux alinéas 1^{er} et 2 ».

2. Dans la version néerlandaise du même article, il y a lieu d'écrire « een vervangende stagebegeleider », « op de wijze bepaald in het eerste en het derde lid » au lieu de « volgens dezelfde bepalingen als in het eerste en derde lid » et « voor een periode van twintig of meer opeenvolgende dagen » au lieu de « voor een aansluitende periode van twintig dagen of meer ». Par ailleurs, les versions française et néerlandaise de la deuxième phrase de la disposition concernée sont discordantes et seront revues.

Article 56

1. Le délégué des Membres du Collège réuni a confirmé que, en l'absence de l'accompagnateur de stage, l'accompagnateur de stage remplaçant dispose, conformément à l'article 75, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, de l'ensemble des attributions de l'accompagnateur de stage. Il n'en demeure pas moins que l'article 82, § 2, alinéa 2, en projet, impose à l'accompagnateur de stage absent de rédiger, à son retour, un rapport relatif à la période qu'il a pu superviser. Il sera veillé à assurer la cohérence entre l'article 75, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, et l'article 82, § 2, alinéa 2, en projet et à ne pas retarder indument la fin du stage dans l'attente du retour du superviseur de stage absent devant procéder à la rédaction du rapport visé à l'article 82, § 2, alinéa 2, en projet.

2. Dans la phrase liminaire, le sigle « § 2 » sera omis.

Article 59

À l'article 85/1, alinéa 6, en projet, il y a lieu d'écrire « celles prévues à l'article 85, § 2 (...) ».

Articles 67 et 68

L'auteur du projet s'assura de l'articulation entre, d'une part, l'article 93/1, 3°, en projet, selon lequel la GRH est tenu d'établir le plan de formation et, d'autre part, l'article 93/2, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, selon lequel le plan de formation est approuvé par le conseil de direction sur proposition du directeur général.

Article 72

L'insertion d'un chapitre II dans le livre II, titre V, du statut Iriscare implique l'insertion d'un chapitre I^{er}, actuellement inexistant. Le projet sera complété en ce sens.

Article 83

L'article 98, § 6, 2°, en projet sera complété par le mot « évalué ».

Dans la version française de l'article 98, § 6, 3°, en projet, le mot « suivre » sera remplacé par le mot « remplir ».

Les conditions imposées au fonctionnaire désigné évaluateur par l'article 98, § 6, en projet diffèrent des conditions qu'un fonctionnaire désigné évaluateur doit remplir sur la base de l'article 76, § 6, en projet du statut Vivalis. L'auteur du projet s'assurera que telle est bien son intention.

Article 87

L'article 99, § 1^{er}, alinéa 2, en projet ne prévoit que quatre hypothèses dans lesquelles l'évaluation commence à un autre moment que celui prévu à l'alinéa 1^{er}. Le projet d'arrêté sur lequel la section de législation a donné l'avis 76.904/2/V prévoit une cinquième hypothèse, visée à l'article 77, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, en projet du statut Vivalis. Selon le délégué des Membres du Collège réuni, l'absence de cette cinquième hypothèse est une erreur qui sera corrigée.

Article 91

1. Interrogé sur la portée et l'objectif de l'article 100, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, qui prévoit la possibilité de souligner l'évaluation « excellente » d'un fonctionnaire, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Le but de cette mention est de souligner les mérites de certains collaborateurs, au terme d'une procédure officielle et spécifique d'attribution de mention d'évaluation. Cet objectif ne serait pas atteint de manière convaincante en suivant la suggestion des syndicats (mettre des commentaires très positifs dans l'évaluations) en ce que cette appréciation reste cantonnée à l'évaluateur, quand la procédure proposée permet de l'officialiser par le Conseil de direction.

Il n'y a donc pas d'alternative crédible à la possibilité instaurée.

Cette concurrence entre agents n'est pas malsaine car il est légitime de mettre en avant, notamment pour les promotions, les collaborateurs qui n'ont pas démérités et dont les prestations de qualité méritent d'être mises en avant.

La portée et l'objectif de cette disposition sont donc principalement symboliques mais seront pris en considération à l'occasion de procédures de promotion, d'ouvertures de postes, ... ».

Il découle de cette réponse que des conséquences en termes de promotion ou d'ouverture de postes pourront exister à l'égard de deux fonctionnaires ayant obtenu une mention d'évaluation « favorable », dans l'hypothèse où l'un des deux se voit ajouter la mention « excellent ». Il en est pris acte.

2. Dans la version française, le mot « recommandé » sera remplacé par le mot « recommandée ».

Article 96

Dans la version néerlandaise de l'article 101/1 en projet, la mention « , § 1 » sera omise.

Article 97

Dans l'intitulé de la section à insérer, la virgule sera remplacée par le mot « et ».

Article 104

À l'article 107, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « cette mention » seront remplacés par les mots « la mention 'défavorable' ».

Article 109

Au 1^o, dans la version française, il y a lieu d'écrire « les mots 'par le SELOR' sont remplacés (...) ».

Au 1^o, dans la version néerlandaise, il y a lieu d'abroger les mots « door het SELOR georganiseerde » et de compléter la phrase par les mots « georganiseerd in samenwerking met het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning ».

Article 110

Interrogé à propos de la notion d'« administrateur de la procédure » dont question à l'article 119, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Cette notion a été insérée afin de couvrir toutes les entités et autorités pouvant intervenir en tant que responsable de la procédure, sans détailler spécifiquement qui est concerné. Idem pour Iriscare sur pied de l'article 119 du statut en projet ».

Par sécurité juridique, il convient de définir cette notion d'« administrateur de la procédure ».

Article 111

Dans la version française de l'article 120, § 2, alinéa 2, en projet, dans une logique de cohérence avec le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui prévoit qu'il y a « trois groupes » d'épreuves, il y a lieu d'écrire « (...) peuvent participer au deuxième groupe d'épreuves ».

Une observation analogue vaut pour l'article 120, § 5, en projet, où il sera fait mention « (...) des épreuves du troisième groupe (...) ».

Article 115

L'article 115 du projet sera revu en tenant compte de ce que l'article 126 du statut Iriscare qu'il tend à modifier ne comporte pas de paragraphes.

Article 127

Interrogé quant à la conformité avec la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 ‘concernant l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil’, de l’exclusion du bénéfice du congé d’aidant au profit des mandataires, le délégué des Membres du Collège réuni a justifié cette exclusion eu égard d’une part, aux responsabilités importantes des mandataires et, d’autre part, au faible nombre de mandataires.

Il y a lieu de réitérer l’observation formulée par la section de législation selon laquelle ¹⁶ :

« La directive (UE) 2019/1158 définit, en son article 2, son champ d’application comme suit :

‘La présente directive s’applique à tous les travailleurs, hommes et femmes, qui ont un contrat de travail ou une relation de travail au sens de la législation, des conventions collectives ou de la pratique en vigueur dans chaque État membre, en tenant compte de la jurisprudence de la Cour de justice’.

Dès lors que la directive (UE) 2019/1158 s’applique à toute forme de relation de travail et que la notion de ‘travailleur’ doit être interprétée dans le respect des critères permettant de déterminer le statut de travailleur au sens de la jurisprudence de la Cour de justice de l’Union européenne ¹⁷, il n’apparaît pas que les stagiaires et les mandataires puissent être exclus de manière générale et a priori du champ d’application du dispositif en projet ¹⁸ ».

¹⁶ Avis 76.293/4 donné le 3 juin 2024 sur un projet devenu l’arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 4 juillet 2024 ‘transposant partiellement la Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, et réajustant certains autres aspects relatifs aux congés’.

¹⁷ *Note de bas de page n° 1 de l’avis cité* : Voir le considérant n° 8 de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 ‘relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l’Union européenne’, qui définit son champ d’application de manière analogue, et les arrêts cités. Voir aussi le considérant n° 17 de la directive (UE) 2019/1158 qui énonce que « [l]a présente directive s’applique à tous les travailleurs qui ont des contrats de travail ou d’autres relations de travail, y compris les contrats de travail ou relations de travail des travailleurs à temps partiel, des travailleurs à durée déterminée ou des personnes ayant un contrat de travail ou une relation de travail avec une entreprise de travail intérimaire, ainsi que le prévoyait la directive 2010/18/UE. Compte tenu de la jurisprudence de la Cour de justice de l’Union européenne (ci-après dénommée ‘Cour de justice’) concernant les critères permettant de déterminer le statut de travailleur, il revient aux États membres de définir les contrats de travail et les relations de travail ».

¹⁸ *Note de bas de page n° 2 de l’avis cité* : Voir à ce propos l’avis 74.358/2 donné le 20 septembre 2023 sur un projet devenu l’arrêté royal du 14 décembre 2023 ‘modifiant le PJPol et transposant partiellement la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil’ dans lequel il a été admis que les aspirants-agents de police ne constituent pas de travailleurs au sens de la directive (UE) 2019/1158, dès lors qu’ils suivent une formation et se trouvent dans un régime scolaire spécifique.

Article 128

1. L'article 137, § 2, alinéa 2, en projet vise une hypothèse applicable uniquement « pour les mandataires fonctionnaires », ce qui laisse entendre que d'autres règles sont applicables aux mandataires « non-fonctionnaires ». Interrogé à propos de cette distinction, le délégué des Membres du Collège réuni a précisé ce qui suit :

« De administratieve toestand van een tijdelijk statuut betreft de situatie nadat het mandaat wordt toegewezen terwijl het verschil tussen de mandaathouders-ambtenaren en niet-ambtenaren de situatie voorafgaand aan het mandaat betreft, betreffende onder andere de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978 ».

Compte tenu de ce qu'en vertu de l'article 133, alinéa 6, en projet, « le mandat s'exerce dans le cadre d'une relation statutaire temporaire », la section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison l'alinéa 2 ne pourrait pas s'appliquer à tous les mandataires.

La disposition sera revue.

2. La fin anticipée du mandat en cas de suspension préventive de plus de six mois est de nature à faire coïncider, du point de vue de ses conséquences, une suspension préventive – justifiée uniquement par l'intérêt du service sans que la responsabilité de l'agent qui la subit ne soit démontrée – avec la sanction disciplinaire de la démission d'office. La seule circonstance invoquée par le délégué des Membres du Collège réuni, selon laquelle le mandat est temporaire et que l'absence d'une règle de fin anticipée du mandat serait de nature à perturber le bon fonctionnement du service, n'est pas suffisante pour justifier une telle conséquence à la suite d'une suspension préventive. La section de législation n'aperçoit pas de motif pouvant justifier une démission d'office automatique au terme d'une suspension préventive.

3. L'observation qui précède est réitérée en ce qui concerne l'hypothèse d'une fin anticipée de mandat en cas de maladie de longue durée prévue à l'article 137, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, en projet.

Article 130

Au 1^o, dans la version française, le mot « au » sera omis.

Au 1^o, dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire “minstens” et non “tenminste”.

Article 134

Au 1^o, il y a lieu d'écrire « à l'alinéa 2, (...) ».

Article 135

1. Au 5°, il y a lieu d'écrire « (...) les alinéas 2 et 3 sont remplacés (...) ».
2. Dans la version française de l'article 150, § 3, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'écrire « elle compare le profil ».

Article 136

Le premier « 1° » ainsi que les mots « dans le paragraphe 2 les modifications suivantes sont apportées » seront omis et le second « 1° » débutera par les mots « dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, (...) ».

Article 142

1. L'article 164, § 1^{er}, alinéa 3, en projet prévoit qu'en cas de procédure pénale, la procédure disciplinaire ne peut être intentée au-delà des six mois qui suivent le moment où l'organe compétent pour initier la procédure « a une idée suffisamment claire de la nécessité d'engager une procédure disciplinaire », et qu'il appartient « à cet organe de s'informer de l'état de la procédure pénale ».

Afin d'objectiver la date à partir de laquelle court le délai de prescription de la procédure disciplinaire menée parallèlement à une procédure pénale, il conviendrait de remplacer les mots « a une idée suffisamment claire de » par « dispose des informations suffisantes lui permettant d'apprécier »¹⁹.

2. Dans la version française, de l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, les mots « au premier paragraphe » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

¹⁹ Comparer avec C.E. (8^e ch.), 4 juin 2021, n° 250.795, Deldicq et Van den Eynde : l'autorité disciplinaire « doit demeurer attentive au respect du principe du délai raisonnable, qui est un corollaire du principe de sécurité juridique et qui impose de ne pas laisser l'agent, menacé d'une action disciplinaire, trop longtemps dans l'incertitude sur son sort. Elle ne peut tenir l'action disciplinaire en suspens si les moyens d'investigation dont elle dispose ou les informations qu'elle peut recevoir avant l'issue de la procédure pénale lui permettent d'apprécier les faits qui sont reprochés à l'agent [...]». Pour apprécier le moment où les informations dont elle dispose sont suffisantes pour engager une procédure disciplinaire et établir un rapport introductif à cette fin, c'est-à-dire le moment où elle peut se faire une idée claire de l'existence et de la gravité des faits et de leur imputation au membre du personnel des services de police, l'autorité disciplinaire dispose d'un large pouvoir d'appréciation. À cet égard, le Conseil d'État exerce donc un contrôle marginal et se limite à vérifier si l'autorité disciplinaire est partie de faits exacts, si elle les a appréciés correctement et si elle a pris sa décision dans les limites du raisonnable ». Voir aussi C.E. (14^e ch.), 26 juin 2019, n° 244.962, Vaes.

Article 145

1. Selon l'article 169/1, § 2, alinéa 2, en projet, le fonctionnaire poursuivi ne peut pas être assisté d'une personne appelée à exprimer un avis sur les faits reprochés.

Il va de soi que la notion de « toute personne appelée à exprimer un avis » doit s'interpréter de manière restrictive, de manière à ne pas porter atteinte au droit du fonctionnaire poursuivi à être assisté d'une personne de son choix.

La même observation vaut pour l'article 53 du projet (article 180, alinéa 2, en projet).

2. La règle prévue à l'article 169/1, § 4, en projet, n'apparaît pas cohérente avec l'article 169/3, § 2, en projet, qui prévoit que la personne visée à l'article 169 notifie la sanction disciplinaire « après avoir analysé le dossier disciplinaire lorsque le fonctionnaire poursuivi a sans raison valable manqué de comparaître ».

De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, ces dispositions seront adaptées de manière à les rendre cohérentes l'une par rapport à l'autre.

Article 147

À l'article 169/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire « et procède à toute autre mesure d'instruction ».

Article 153

1. À l'article 180, alinéa 1^{er}, en projet, la formulation « La convocation énonce ces faits » sera revue dans la mesure où il n'est pas précisé à quels faits il est fait référence. S'il s'agit des faits reprochés au fonctionnaire concerné, la première phase de l'article 180, alinéa 1^{er}, en projet sera complétée par les mots « et sur les faits qui lui sont reprochés ».

2. À l'article 180, alinéa 2, en projet, les mots « à l'exception de la personne visée à l'article 179, § 2 » seront remplacés par les mots « à l'exception d'un membre du Comité général de gestion ».

3. À l'article 180, alinéa 4, en projet, les mots « après la tenue d'une audience comme prévu ci-dessus » seront remplacés par les mots « après la tenue d'une audition au sens de l'alinéa 1^{er} ».

4. Sur la nécessité de prévoir une durée limitée à la suspension provisoire envisagée à l'article 180, alinéa 4, en projet, compte tenu de l'absence d'audition du fonctionnaire concerné, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Het doel is om deze hoorzitting zo snel mogelijk te houden waarbij de ambtenaar zoals voorzien in artikel 153 [van het Vivalis-statuu]t minstens 5 dagen voor de hoorzitting wordt opgeroepen en waarbij de ambtenaar toegang heeft tot de verschillende stukken van het dossier ».

L'intention de l'auteur du projet de tenir une audience le plus rapidement possible gagnerait à être concrétisée de manière expresse dans l'article 180 en projet.

Article 154

Un délai maximal de notification de la décision de suspension préventive, lorsque celle-ci est prononcée en urgence conformément à l'article 180, alinéa 4, en projet sera prévu.

Article 156

Dans la version française, les mots « de l'arrangement amiable » seront remplacés par « de la transaction pénale ». Dans la version néerlandaise, les mots « in strafzaken » seront ajoutés après les mots « minnelijke schikking ».

Article 160

1. De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, l'article 186 en projet sera complété par la règle prévue à l'article 185, alinéa 2, du statut Iriscare selon laquelle, en cas de retenue de traitement infligée, « [l]e montant du traitement retenu pendant la suspension dans l'intérêt de service, est déduit du montant de la perte de traitement liée à la sanction entraînant une retenue de traitement. Si le montant du traitement retenu est plus important que le montant de la perte de traitement liée à la sanction entraînant une retenue de traitement, l'autorité rembourse la différence au fonctionnaire ».

2. Du même accord, il y a lieu de prévoir, à l'article 186 en projet, un effet rétroactif à la retenue de traitement disciplinaire, à l'instar de ce qui est prévu à l'article 186, § 1^{er}, en projet pour la suspension disciplinaire.

Article 162

Comme le confirme le délégué des Membres du Collège réuni, le « Nouvel An » n'est qu'une illustration d'une dispense de service collective. Une telle illustration est dépourvue de portée normative et sera omise. L'article 189, alinéa 4, en projet se limitera à indiquer que le directeur général peut octroyer des dispenses de service collectives.

Article 163

Au 1^o, il sera précisé que la modification porte sur la phrase introductive de l'alinéa 1^{er} et dans la version française, les mots « obtient, notamment » seront ajoutés pour correspondre à la version néerlandaise.

Article 164

1. Invité à apporter des éléments qui justifient la différence de traitement entre, d'une part, le fonctionnaire avec un grade de rang inférieur au rang A2, qui ne peut introduire de recours en matière de congés que pour les cas visés à l'article 191, alinéa 1^{er}, en projet, et, d'autre part, le fonctionnaire avec un grade de rang A2 ou supérieur, qui peut contester une décision en matière de congés dans des hypothèses supplémentaires, visées à l'alinéa 2, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« De lijst neemt enkel de verloven over waarbij er een appreciatiemarge is bij de toekenning. Indien een ambtenaar recht heeft op een specifiek verlof is er geen reden om hiervoor een beroep te voorzien. Het verlof kan hem namelijk niet geweigerd worden ».

Ces éléments de réponse ne font pas apparaître les raisons pour lesquelles les décisions concernant les congés visés à l'alinéa 2 ne peuvent être contestées que par des fonctionnaires de rang A2 ou supérieur.

L'auteur du projet devra être en mesure de justifier cette différence de traitement.

2. Dans la version française de l'article 191, alinéa 3, en projet, les mots « de refus » seront omis.

Article 170

1. À l'article 199, alinéa 1^{er}, 1^o, b), en projet, la section de législation s'interroge sur la possibilité, pour le fonctionnaire concerné, de cumuler quatre jours ouvrables de congé suite à son propre mariage ou à l'inscription au registre de la population de son contrat de cohabitation légale, avec deux jours ouvrables de congé supplémentaires en cas de mariage ou d'inscription du contrat de cohabitation légale « de la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple », sauf à considérer que cette dernière personne se marie ou inscrit un contrat de cohabitation légale avec une autre personne que le fonctionnaire concerné, avec lequel elle vit pourtant en couple.

Il sera veillé à l'articulation des congés visés aux a) et b) de l'article 199, alinéa 1^{er}, 1°, pour ce qui concerne la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple.

2. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la règle prévue par l'article 199, alinéa 1^{er}, 2°, a), en projet est déjà consacrée par l'article 29 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 4 juillet 2024 'transposant partiellement la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, et réglementant certains autres aspects relatifs aux congés', sur lequel la section de législation a donné, le 3 juin 2024, l'avis 76.293/4.

La disposition sera revue afin d'éviter qu'un même dispositif soit inséré par deux arrêtés modificatifs différents dont la date d'entrée en vigueur ne coïncidera pas.

La même observation vaut pour l'article 171, 1°, du projet dans la mesure où l'ajout d'un 5° dans l'article 200, alinéa 4, du statut Iriscare est déjà consacrée par l'article 30 de l'arrêté du collège réuni du 4 juillet 2024.

3. Comme le confirme le délégué des Membres du Collège réuni, le mot « cohabitant » désigne le cohabitant de fait et pas uniquement le cohabitant légal. Cette notion ne diffère par ailleurs pas de celle de « personne avec laquelle il [lire : le fonctionnaire] vit en couple ». Afin d'assurer la sécurité juridique, l'auteur du projet veillera à uniformiser les termes employés.

Article 175

Au 2°, dans la version française, la phrase à insérer le sera après les mots « le justifie ».

Article 187

Comme le confirme le délégué des Membres du Collège réuni, la vaccination du fonctionnaire ou de l'un de ses enfants n'est qu'une illustration d'une dispense de service envisageable en cas de crise sanitaire. Une telle illustration est dépourvue de portée normative et sera omise. L'article 239/2 en projet se limitera à indiquer que le directeur général peut octroyer des dispenses de service dans le cadre de la lutte contre une crise sanitaire.

Article 189

À l'article 240, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « de ce congé » seront remplacés par les mots « du congé visé au paragraphe premier ».

La même observation vaut pour l'article 240, § 4, en projet.

Article 191

Dans l'article 241 en projet, il n'est plus précisé que le fonctionnaire qui bénéficie d'une interruption de carrière est « en activité de service », comme le prévoit l'article 241 du statut Iriscare.

À la question de savoir si cette modification implique qu'un fonctionnaire qui n'est pas en activité de service pourrait désormais bénéficier d'une telle interruption de carrière, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Om de loopbaanonderbreking aan te vragen moet het personeelslid niet in dienstactiviteit zijn, maar gedurende de loopbaanonderbreking bevindt de ambtenaar zich in loopbaanonderbreking, zij het onbezoldigd, er wordt een toelage betaald door de RVA ».

Il est pris acte de ces éléments de réponse.

Article 193

La concordance entre les versions néerlandaise et française des modifications apportées par l'article 193 du projet sera assurée.

Article 198

À l'article 268, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire « La durée des services visés à l'alinéa 1^{er} (...) ».

Article 200

L'article 280, § 2, alinéa 5, en projet débutera par les mots « L'application de l'alinéa 1^{er}, 2, 3 ou 4, (...) ».

Article 201

De l'accord du délégué des Membres du Collège réuni, l'article 281, alinéa 2, en projet sera revu dans la mesure où il énonce l'inverse de la portée voulue, à savoir celle de prévoir que le blocage est levé si l'autorité n'a pas attribué une nouvelle mention « insuffisant » ou « avec réserve » au terme de la période d'évaluation suivante, qui suit l'attribution de la mention « insuffisant » ou « avec réserve ».

Articles 210/1, 210/2 et 210/3

Les articles 210/1, 210/2 et 210/3 tendent chacun à modifier l'article 304 du statut Iriscare ; ces modifications seront regroupées dans un seul article.

Article 220

1. À l'article 313, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, en projet, il y a lieu d'écrire « à l'exclusion des cycles visés au 1° ».

2. Interrogé à propos de la compatibilité de l'article 313, § 2, en projet, qui prévoit le remboursement de l'abonnement annuel aux seules sociétés bruxelloises de bicyclettes partagées, avec la libre circulation des services et de la liberté d'établissement garantis par le droit de l'Union européenne, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Hiermee wordt louter een deelfietsenbedrijf bedoeld dat zijn diensten aan biedt in Brussel. In die zin wordt dus voldaan aan de Europese verplichtingen ».

Compte tenu de cette réponse, à l'article 313, § 2, en projet, les « sociétés de bicyclettes partagées actives sur le territoire la région bilingue de Bruxelles-Capitale » seront visées.

Article 222

La section de législation s'interroge sur l'application concrète de l'article 315, § 2, alinéa 2, en projet, s'agissant de la réduction proportionnelle du nombre de contrôles ou de jours ouvrables au cas où le fonctionnaire concerné se trouve dans l'une des hypothèses visées au paragraphe 3.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Il ne convient pas de prévoir dans un texte modificatif un article énuméré « x/1 »²⁰, qui laisse penser que le texte modificatif a lui-même été modifié par un autre texte y insérant cet article x/1.

La numérotation des articles du projet sera revue en conséquence.

2. Dans la version néerlandaise du projet, on écrira « het HRM » et non « de HRM ».

²⁰ Voir, à titre d'exemple, l'article 6/1 du projet.

3. Dans l'article 137, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, les 3°, 4° et 5° ne correspondent pas dans les versions française et néerlandaise.

4. Dans la version néerlandaise de l'article 150, § 3, alinéa 4 (lire 3), en projet, il y a lieu d'écrire « gekozen kandidaat » au lieu de « weerhouden kandidaat ».

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de verkiezingen van 9 juni 2024 tot gevolg hebben dat het Verenigd College sedert die datum niet meer over de volheid van zijn bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die het Verenigd College in aanmerking kan nemen als het te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

GEDEELTELIJKE ONONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

De bijlage bij het voorliggende besluit, die nieuwe weddeschalen vaststelt, is niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.¹

De adviesaanvraag is dus onontvankelijk voor zover ze die weddeschalen betreft.

¹ Zie in die zin advies 50.124/2/V van 5 september 2011 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 ‘tot vaststelling van de weddenschalen van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid’, en advies 74.668/4 van 13 november 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2023 ‘tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de integratie van de haard- of standplaatstoelagen in de weddeschalen’.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Het ontwerpbesluit voorziet in verschillende verwerkingen van persoonsgegevens,² met name in het ontworpen artikel 98/1, ingevoegd bij artikel 84 van het ontwerp, dat de inhoud van het evaluatiedossier vaststelt,³ of in het ontworpen artikel 169/2, ingevoegd bij artikel 146 van het ontwerp, dat de inhoud van het tuchtdossier vaststelt.⁴

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan en in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met verwerking van persoonsgegevens.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, blijkt *in casu* niet dat de Gegevensbeschermingsautoriteit vooraf om advies is verzocht over het ontworpen besluit.

Er moet op worden toegezien dat dit verplichte vormvereiste vervuld wordt.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

² In artikel 4, 1), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ wordt het begrip “persoonsgegevens” gedefinieerd als “alle informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon”.

³ Dat dossier bevat onder meer het verslag van het functiegesprek, het verslag van elk functioneringsgesprek, het evaluatieverslag en de vorige evaluatieverslagen alsook de documenten die betrekking hebben op gunstige of ongunstige vaststellingen en beoordelingen die tijdens een functioneringsgesprek zijn bezorgd en besproken.

⁴ Dat dossier bevat onder meer de oproepingsbrief – waarin met name de ten laste gelegde feiten vermeld worden (ontworpen artikel 169/1, § 2, eerste lid, 1^o, ingevoegd bij artikel 145 van het ontwerp) – alsook elk document en elke inlichting die de administratie heeft ontvangen in verband met de feiten die de vervolgte ambtenaar ten laste worden gelegd.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Met toepassing van het ontworpen artikel 65/1, eerste lid, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de bicommunautaire Dienst voor gezondheid, bijstand aan personen en gezinsbijslag van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’ (hierna: het “Iriscare-statuut”),

“kan het contractueel personeelslid dat met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur werd aangeworven en dat minimum twee jaar in voltijds equivalenten in dienst is, aangeworven worden met akkoord van het Algemeen Beheerscomité indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 44, 1° en 48/1;

2° slagen voor de niveauproef van een vergelijkende wervingsselectie georganiseerd door het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, op het niveau van de betrekking of hoger, ongeacht de federale, gewestelijke of communautaire administratieve entiteit waarvoor het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning tussengekomen is;

3° een concrete functie aangeboden worden in de administratieve entiteit waarvoor het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning is opgetreden;

4° op de datum van de aanvraag, is het maximaal 3 jaar na het slagen voor de door het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning georganiseerde selectieproef;

5° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een evaluatievermelding ‘onder voorbehoud’ of ‘onvoldoende’.”

De afdeling Wetgeving heeft het volgende opgemerkt in advies 75.375/4 van 12 februari 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 maart 2024 ‘tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren’:

“3. Dans son avis 64.183/4, la section de législation a observé, à propos d’un mécanisme analogue, ce qui suit:

‘La section de législation concluait son avis n° 61.592/4 donné le 10 juillet 2017 sur un projet d’arrêté du Gouvernement wallon ‘modifiant l’article 119^{quater} de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne’, par l’observation suivante:

‘Le principe de l’égalité d’accès à la fonction publique constitue un corollaire des articles 10 et 11 de la Constitution.⁵ Il implique que tout poste statutaire vacant doit faire

⁵ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 1 de l’avis cité: Note de bas de page n° 2 de l’avis cité: Voir ainsi C.C., n° 106/2005 du 15 juin 2005, B.5.

l'objet d'une publicité et être accessible tant aux agents (contractuels ou non) occupés par la fonction publique wallonne qu'à des personnes extérieures à celles-ci.'⁶

Cette observation doit être réitérée à propos de l'article 119*quinquies*, en projet, du Code de la Fonction publique wallonne, dès lors qu'il ne ressort pas de la disposition en projet que la vacance des postes statutaires concernés auxquels peuvent accéder les agents contractuels visés par le projet a fait l'objet d'une publicité permettant à toute personne remplissant les conditions d'accès à ces emplois d'y postuler.

La circonstance que les obligations de publicité et d'égal accès aux emplois ont été respectées lors de la sélection contractuelle n'est pas de nature à lever l'objection. En effet, un emploi contractuel et un emploi statutaire ne peuvent pas être considérés comme des emplois identiques, des différences notoires existant entre un engagement statutaire et un engagement contractuel, ce que la note au Gouvernement souligne d'ailleurs expressément.

Ainsi:

- les critères retenus, selon qu'il s'agit d'une épreuve en vue d'un engagement statutaire ou contractuel, peuvent différer;
- l'appel à candidature n'a pas le même périmètre;
- les compositions de jurys ne sont pas identiques;
- Les régimes juridiques de l'emploi statutaire et contractuel diffèrent, de sorte que des candidats peuvent, pour des motifs légitimes, ne pas être intéressés à postuler à une fonction contractuelle mais l'être par contre s'agissant d'un emploi statutaire.

Il s'ensuit que le texte en projet n'est pas admissible au regard des articles 10 et 11 de la Constitution'.⁷

Dans un avis 74.366/4, la section de législation a, par ailleurs, observé ce qui suit:

'1. L'arrêté en projet vise à dispenser certains membres du personnel engagés par contrat de travail de tous les modules d'une sélection comparative, à l'exception du dernier module.

Il s'agit des membres du personnel engagés par contrat de travail occupés de manière ininterrompue depuis au moins trois ans à temps plein (cette période de trois ans étant 'prolongée au prorata' en cas de prestations à temps partiel) dans le service public fédéral où se trouve l'emploi vacant et 'dans une fonction dont les compétences sont identiques de la même classe ou du même grade' (article 7*ter*, alinéas 1^{er}, 2^o et 3^o, et 2, en projet de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État').

(...)

⁶ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 2 de l'avis cité: Note de bas de page n° 3 de l'avis cité: Voir en ce sens C.E., 5 février 2013, *Mathieu*, n° 222.384; et C.E. 4 février 2010, *Schmetz*, n° 200.492, dont il ressort ce qui suit: "qu'il ne peut être pourvu à un emploi vacant que dans le respect des principes fondamentaux, fondés sur les articles 10 et 11 de la Constitution, qui régissent la collation des emplois publics."

⁷ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Avis 64.183/4 donné le 26 septembre 2018 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon "insérant un article 119*quinquies* au sein de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne".

3. L'article 25, c), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui a effet direct, garantit à tout citoyen le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables, d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.⁸

Le principe de l'égalité d'accès à la fonction publique, lequel constitue également un corollaire des articles 10 et 11 de la Constitution,⁹ implique notamment que tout poste statutaire vacant doit être accessible, à des conditions non discriminatoires, tant aux agents (contractuels ou non) occupés dans la fonction publique qu'à des personnes extérieures à celles-ci.¹⁰

Le projet crée une différence de traitement entre les membres du personnel contractuels occupés dans la fonction publique et les personnes extérieures à celles-ci. Il crée également une différence de traitement entre les membres du personnel contractuels occupés dans le service public fédéral concerné et ceux occupés dans d'autres services.

Par ailleurs, il a également pour effet de traiter de manière identique les membres du personnel contractuels qui ont réussi une sélection comparative, ceux qui ont réussi un test de sélection et ceux qui n'ont réussi que le premier module d'une sélection comparative.

Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

En l'espèce, l'auteur du projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, toutes les dispositions du projet qui établissent une différence de traitement ou qui traitent de manière égale des situations différentes. À cet égard, les justifications qui figurent dans le rapport au Roi sont insuffisantes.

Le projet sera fondamentalement réexaminé à la lumière de cette observation.¹¹

⁸ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 5 de l'avis cité: Aux termes de l'article 2, paragraphe 1, du Pacte:

"Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation."

⁹ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 6 de l'avis cité: Voir C.C., 15 juin 2005, n° 106/2005, B.5.

¹⁰ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Note de bas de page n° 7 de l'avis cité: Voir en ce sens C.E. (8e ch.), 5 février 2013, n° 222.384, Mathieu; et C.E. (8e ch.), 4 février 2010, n° 200.492, Schmetz, dont il ressort "qu'il ne peut être pourvu à un emploi vacant que dans le respect des principes fondamentaux, fondés sur les articles 10 et 11 de la Constitution, qui régissent la collation des emplois publics."

¹¹ Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Advies 74.366/4 van 27 september 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel".

Une observation analogue doit être réitérée en l'espèce, dès lors que l'article 14/6/1 en projet ne prévoit pas la publicité de la vacance des emplois dans lesquels les agents contractuels peuvent être nommés en application de cette disposition, cette publicité devant permettre à toute personne remplissant les conditions d'accès à cet emploi d'y postuler. Compte tenu de la nature de l'emploi statutaire, il ne suffit pas, contrairement à ce qu'énonce la note au Gouvernement, qu'une mise en concurrence ait été effectuée lors de la sélection contractuelle."

Op de vraag of het ontworpen artikel 65/1 in overeenstemming is met het beginsel van gelijke toegang tot de openbare ambten dat voortvloeit uit de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en uit artikel 25, c), van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

"Le principe de l'égal accès aux emplois publics n'implique pas que ces emplois soient forcément accessibles à des conditions identiques.

La publicité requise sera rencontrée dès lors que cette méthode de recrutement ne peut concerner que des emplois vacants au plan de personnel. Or, l'article 49 § 1^{er} du projet de statut d'Iriscare (une disposition analogue sera insérée concernant Vivalis):

'Art. 49. § 1^{er}. Chaque offre d'emploi est publiée au moins au *Moniteur belge* et sur le site web de l'Office et précise la date limite de l'introduction des candidatures.'

Par ailleurs, le poste statutaire à pourvoir sera ouvert tant aux collaborateurs contractuels remplissant les conditions réglementaires qu'aux externes. Il n'est en effet nullement mentionné dans la disposition projetée que ce recrutement se ferait en dehors de toute procédure de sélection comparative préalable. Aussi, les externes auront aussi accès aux emplois statutaires pour lesquels un recrutement via la procédure litigieuse est envisagée.

Dès lors, les postes statutaires vacants à pourvoir feront nécessairement l'objet de la publicité et de l'accessibilité nécessaire au respect du prescrit constitutionnel.

(...)

Sur pied des considérations développées au point précédent, la disposition querellée n'est pas contraire à l'article 25, c) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce que tout citoyen conserve le droit et la possibilité d'accéder dans des conditions égales aux emplois ouverts à Iriscare et/ou à Vivalis.

De plus, la procédure introduite, qui facilite il est vrai l'accès aux emplois statutaires pour les collaborateurs contractuels remplissant les conditions énoncées, ne restreint pas de manière déraisonnable ce droit en ce que tout citoyen pourra participer aux sélections organisées pour pourvoir à ces postes, selon des conditions génériques de participation. Les conditions dérogatoires posées permettront en effet uniquement à certains collaborateurs de bénéficier d'une procédure simplifiée, dont l'existence est justifiée par le fait que les performances de ces collaborateurs ont déjà été évaluées, vu qu'ils ont déjà réussi un examen de recrutement statutaire, et ne nécessitent donc plus une analyse spécifique, comme l'induit une procédure de sélection comparative classique à part l'interview les mettant en concurrence avec des lauréats externes de nos réserves."

In tegenstelling tot wat in dat antwoord wordt gesteld, blijkt uit de ontworpen bepaling niet dat de betreffende vacante statutaire betrekkingen die toegankelijk zijn voor de in het ontwerp beoogde contractuele personeelsleden, dusdanig bekendgemaakt zijn dat iedere persoon die aan de toegangsvoorwaarden van die betrekkingen beantwoordt, daarnaar kan solliciteren, noch dat voor die twee categorieën van "sollicitanten" een vergelijkende selectie zal plaatsvinden.

Aangezien het ontwerp geen dergelijke waarborgen biedt, creëert het een verschil in behandeling tussen contractuele personeelsleden die werkzaam zijn in het openbaar ambt en externe personen die dat niet zijn. Bovendien creëert het ook een verschil in behandeling tussen contractuele personeelsleden die in dienst zijn bij Iriscare en die welke werkzaam zijn in andere diensten.

In casu moet de steller van het ontwerp dat verschil in behandeling, zoals het uit artikel 65/1 alsook in voorkomend geval uit andere bepalingen van het ontwerp voortvloeit, dus kunnen rechtvaardigen in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie. Zo'n rechtvaardiging ontbreekt momenteel, bij ontstentenis van een verslag aan de leden van het Verenigd College.

Het ontwerp moet grondig opnieuw worden onderzocht in het licht van deze opmerking.

2. Aan de gemachtigde van de leden van het Verenigd College is gevraagd waarin het verschil ligt tussen een vermelding “onvoldoende” en een vermelding “onder voorbehoud” aan het einde van een evaluatieprocedure, behalve het feit dat in het geval van een vermelding “onder voorbehoud” de daaropvolgende evaluatieperiode wordt teruggebracht tot één jaar effectieve prestaties (ontworpen artikel 100/2, § 2) tegenover zes maanden in het geval van een vermelding “onvoldoende”. De vermeldingen “onvoldoende” of “onder voorbehoud” kunnen in beide gevallen immers leiden tot een verklaring van beroepsongeschiktheid en tot ontslag (ontworpen artikel 102/1) of tot een verkorting van de periode die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de graadanciënniteit (ontworpen artikel 102). De gemachtigde heeft de volgende toelichting gegeven:

“Pratiquement la mention ‘avec réserve’ sera attribuée à un collaborateur n’atteignant pas certains objectifs fixés tandis que la mention ‘insuffisant’ sera attribuée si les objectifs fixés sont globalement non-atteints.

Il s’agit donc d’une gradation dans les lacunes constatées, même si les conséquences sont assez similaires.

La seule différence substantielle entre ces 2 mentions réside dans la période d’évaluation : elle sera de 6 mois en cas de mention ‘insuffisant’ et d’un an en cas de mention ‘avec réserve’.

(...)

Il existe un traitement identique mais justifié par les lacunes plus ou moins importantes constatées dans le chef du collaborateur concerné.

Ces dernières, bien que d’intensités différentes, justifient de mettre fin à la relation de travail statutaire du collaborateur concerné en ce que ce dernier n’a pas réussi à répondre, et ce durablement, aux attentes formées dans son chef.”

Voorts is de gemachtigde van de leden van het Verenigd College gevraagd waarom een ambtenaar die twee keer de vermelding “onder voorbehoud” heeft gekregen met tussen die beide evaluaties een vermelding “gunstig”, op dezelfde manier wordt behandeld als een ambtenaar die twee keer de vermelding “ongunstig” heeft gekregen. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Ce traitement se justifie par les prestations globalement peu convaincantes fournies par le collaborateur concerné. Il a en effet disposé de suffisamment de temps pour corriger le tir (5 ans au total) durablement comparativement à des mentions ‘insuffisant’ consécutives (2 ans et demi au total), sans pour autant corriger le tir.”

De situatie van een ambtenaar die een beoordeling “onder voorbehoud” krijgt, lijkt echter niet dezelfde te zijn als die van een ambtenaar die een vermelding “onvoldoende” krijgt, aangezien, zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College stelt, in het eerste geval de ambtenaar sommige gestelde doelen niet haalt, terwijl in het tweede geval de gestelde doelen over het geheel genomen niet worden gehaald. Het is dus enkel mits een afdoende motivering wordt gegeven, dat die verschillende situaties kunnen leiden tot identieke gevolgen wat betreft de sanctie die in beide gevallen kan worden toegepast, namelijk het ontslag van de geëvalueerde ambtenaar. Dat geldt ook voor een ambtenaar die tussen twee evaluaties “onder voorbehoud” een vermelding “gunstig” heeft gekregen.

De steller van het ontwerp moet in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet dus kunnen rechtvaardigen dat niet-identieke situaties leiden tot identieke gevolgen, afgezien van de evaluatieperiode die op die vermelding “onvoldoende” of “onder voorbehoud” volgt.

Indien hij dat niet kan, moeten de artikelen 87 tot 93 van het ontwerp worden herzien.

3. De afkorting HRM (in het Frans “GRH”) wordt in artikel 2, § 1, 11°, van het Iriscare-statuut gedefinieerd als “de directie binnen de Dienst belast met het personeelsbeheer” (in het Frans “la direction au sein de l’Office assurant la gestion du personnel”). In de Franse tekst van het ontwerp wordt de afkorting GRH soms als een mannelijk en soms als een vrouwelijk woord gebruikt. Dat kan de strekking van sommige ontworpen bepalingen ongewis maken wanneer naderhand een voornaamwoord wordt gebruikt om te verwijzen naar de dienst (“le service”) die belast is met het personeelsbeleid.¹²

¹² Zie bij wijze van voorbeeld artikel 135 van het ontwerp, alsook de desbetreffende bijzondere opmerking.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

De aanhefverwijzing naar het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State moet op het einde van de aanhef worden geplaatst en moet gesteld worden als volgt:

“Gelet op advies 76.906/2/V van de Raad van State, gegeven op 4 september 2024 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.¹³

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In het ontworpen artikel 2, § 1, 15°, vierde lid, moet de verwijzing naar artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966’ worden herzien. Die bepaling, zoals ze is vervangen bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 12 juli 2009 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966’, is bij arrest nr. 217.481 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State van 24 januari 2012 namelijk vernietigd.¹⁴

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 2, § 1, 18°, moeten de woorden “le membre du personnel” worden vervangen door de woorden “l’agent”. Het vervolg van het ontworpen dispositief moet opnieuw worden onderzocht en indien nodig dienovereenkomstig worden herzien.

¹³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

¹⁴ RvS (8^e k.) 24 januari 2012, nr. 217.481, *gemeente Schaarbeek*.

Artikel 13

In het ontworpen artikel 18, 2°, wordt geen rekening gehouden met de wijzigingen die artikel 13 van het ontwerp waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 76.904/2/V heeft gegeven, zal aanbrengen in artikel 20, tweede lid, 1°, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel Hoofdstad’ (hierna: het “Vivalis-statuuat”).¹⁵ Er moet op toegezien worden dat die beide ontwerpen perfect op elkaar zijn afgestemd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14 van het ontwerp, voor zover dat verwijst naar artikel 21/1 van het Vivalis-statuuat, waarin, na de wijziging ervan bij artikel 16 van het ontwerp waarover de afdeling Wetgeving advies 76.904/2/V gegeven heeft, niet langer zal worden verwezen naar “artikel 96/1, zevende lid” maar wel naar “artikel 96/1, vijfde lid, of artikel 96/1 zesde lid”.

Artikel 24

In het ontworpen artikel 41/1, § 1, hoort niet te worden vermeld dat de beslissing tot intrekking van de toestemming dient te worden “gemotiveerd”. Die verplichting vloeit namelijk al voort uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’. De tweede zin van paragraaf 1 moet bijgevolg worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 124 van het ontwerp in zoverre dat in het ontworpen artikel 131, tweede lid, een gemotiveerde beslissing van het HRM voorziet, en voor artikel 137 van het ontwerp in zoverre dat in het ontworpen artikel 151/1, derde lid, een gemotiveerde beslissing van het HRM voorziet.

Artikel 32

1.1. Artikel 32 van het ontwerp strekt tot vervanging van artikel 49 van het Iriscare-statuuat, zodat de thans geldende reglementaire bepalingen van artikel 49 met betrekking tot de samenstelling van de selectiecommissie worden opgeheven. Het ontworpen artikel 49, § 2, tweede lid, tweede streepje, voorziet dat het selectiereglement in voorkomend geval “de samenstelling van de selectiecommissie” regelt.

¹⁵ Ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie “tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel Hoofdstad”.

1.2. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College bevestigt in verband met dat selectiereglement: “[Il sera] établi par le service RH, avec le consentement du fonctionnaire dirigeant (dans le futur : le directeur général) de l’institution”. Dit moet in het ontworpen artikel 49, § 2, worden vermeld.

1.3. Op de vraag of die wijzigingen betekenen dat bepalingen van reglementaire aard, te weten de bepalingen met betrekking tot de selectiecommissie, in voorkomend geval zullen worden vastgesteld door een selectiereglement dat het HRM heeft opgesteld, heeft dezelfde gemachtigde het volgende geantwoord:

“De modaliteiten van de selectieprocedure, waaronder de selectiecommissie, worden geregeld via het selectiereglement, dat wordt opgesteld door de Dienst HR. Het doel is om het selectiereglement dit verder te laten regelen, om rigiditeit te beperken. Uiteraard zal de opstelling van het selectiereglement binnen de grenzen van de algemene rechtsbeginselen en de beginselen van behoorlijk bestuur plaatsvinden, zodat de gelijke toegang tot het openbaar ambt wordt gegarandeerd.”

Aangezien de regels voor de samenstelling van de selectiecommissie, naar het voorbeeld van de regels voor de samenstelling van de evaluatiecommissie of van de beroepskamer, bepalingen van reglementaire aard zijn, horen ze te worden vastgesteld door het Verenigd College of door het lid van het Verenigd College aan wie een machtiging in die zin is verleend.

Bijgevolg moet het tweede streepje uit het ontworpen artikel 49, § 2, tweede lid, worden weggelaten.

2. Het ontworpen artikel 49, § 2, moet worden aangevuld met een bepaling die voorziet in de gelijktijdige bekendmaking van het selectiereglement en van de vacature.

Artikel 33

1. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 50, § 1, moet worden geschreven: “Een toelage wordt toegekend (...)”.

2. Aangezien de toekenning van een toelage aan de leden van de selectiecommissie moet gebeuren middels een besluit vastgesteld door de leden van het Verenigd College, spreekt het voor zich dat dat besluit moet worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 34

In de Franse tekst moet het nummer van het beoogde hoofdstuk vermeld worden.

Artikel 36

Aangezien artikel 35 van het ontwerp de afdelingen 4 en 5, onderafdelingen 1 tot 4, van het Iriscare-statuuat opheft, moet de afdeling die bij artikel 36 van het ontwerp wordt ingevoegd, het nummer 4 krijgen in plaats van 5.

De daaropvolgende afdelingen moeten dienovereenkomstig worden hernummerd.

Artikel 43/1

Aangezien een zevende erkenningsinstelling is toegevoegd in het ontworpen artikel 67, moet het woord “zes” in de inleidende zin van dat artikel worden vervangen door het woord “zeven”.

Artikel 44

Gelet op het feit dat Actiris krachtens het ontworpen artikel 67, 7°, wordt aangeduid als de erkenningsinstelling, moet in artikel 69, eerste lid, van het Iriscare-statuuat de vermelding “Actiris,” weggelaten worden.

Artikel 47

Het ontworpen artikel 73 heeft tot gevolg dat de aangeworven ambtenaar “in een directie aangesteld” zal worden, en niet langer “in de betrekking waarvoor hij in dienst werd geroepen”.

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden dat een geslaagde in “een directie” wordt aangesteld wanneer de wervingsprocedure werd georganiseerd voor een specifieke betrekking.

Artikelen 48 en 135

De beoogde vervanging van artikel 74 van het Iriscare-statuuat bij artikel 48 van het ontwerp impliceert dat niet langer wordt voorzien in een wijziging van dienstaanwijzing “op vraag van de stagiair”.

Op een vraag over het schrappen van die mogelijkheid tot wijziging van dienstaanwijzing heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“De reden voor deze wijziging is om een gelijkaardige regeling te hebben als voorzien in artikel 115 (artikel 149 voor Iriscare) zodat wijzigingen van dienstaanwijzing altijd in het belang van de dienst is. La possibilité de prévoir une réaffectation à la demande du fonctionnaire étant supprimée, il est nécessaire d'adapter son équivalent pour les stagiaires (articles 64 pour Vivalis et 74 pour Iriscare) afin d'éviter d'instaurer une différence de traitement difficilement justifiable entre fonctionnaires statutaires et stagiaires statutaires.”

Artikel 150 van het Iriscare-statuuut, zoals gewijzigd bij artikel 135 van het ontwerp, voorziet inderdaad niet meer in de vrijwillige overplaatsing van een ambtenaar zonder interne oproep. Over de rechtvaardiging voor de schrapping van die mogelijkheid heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende gesteld:

“Dit is het doel. Het zal niet langer mogelijk zijn om proactief om een overplaatsing te verzoeken. Dit kwam al niet vaak voor binnen de huidige bepalingen en heeft bovendien een impact op organisatorisch vlak. Daarenboven leidt dit tot een ongelijkheid tussen personeelsleden. Indien de overplaatsing via een interne oproep plaatsvindt, heeft elk personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden een gelijke kans om overgeplaatst te worden.”

Er wordt akte van genomen dat die mogelijkheid tot nieuwe dienstaanwijzing op verzoek van de stagiair en van de ambtenaar, wordt geschrapt.

Artikel 50

1. In het ontworpen artikel 75, § 1, derde lid, dient men te schrijven “als in het eerste en het tweede lid”.
2. In de Nederlandse tekst van datzelfde ontworpen artikel dient men te schrijven: “een vervangende stagebegeleider”, “op de wijze bepaald in het eerste en het derde lid” in plaats van “volgens dezelfde bepalingen als in het eerste en derde lid” en “voor een periode van twintig of meer opeenvolgende dagen” in plaats van “voor een aansluitende periode van twintig dagen of meer”. Er is overigens een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van de tweede zin van die bepaling, die zou moeten worden verholpen.

Artikel 56

1. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft bevestigd dat de vervangende stagebegeleider bij afwezigheid van de stagebegeleider overeenkomstig het ontworpen artikel 75, § 1, derde lid, over alle bevoegdheden van de stagebegeleider beschikt. Dat neemt niet weg dat de afwezige stagebegeleider krachtens het ontworpen artikel 82, § 2, tweede lid, bij zijn terugkeer een verslag moet opstellen over de periode waarin hij de stage heeft kunnen opvolgen. Men dient ervoor te zorgen dat het ontworpen artikel 75, § 1, derde lid, en het ontworpen artikel 82, § 2, tweede lid, coherent zijn, en dat het einde van de stage niet op ongeoorloofde manier wordt uitgesteld tot de terugkeer van de afwezige stagebegeleider die het verslag moet opstellen dat in het ontworpen artikel 82, § 2, tweede lid, wordt bedoeld.

2. In de inleidende zin moet de vermelding “§ 2” weggelaten worden.

Artikel 59

In het ontworpen artikel 85/1, zesde lid, dient men te schrijven “deze voorzien in artikel 85, § 2 (...)”.

Artikelen 67 en 68

De steller van het ontwerp moet zorgen voor samenhang tussen enerzijds het ontworpen artikel 93/1, 3°, luidens welk het HRM tot taak heeft het opleidingsplan op te stellen, en anderzijds het ontworpen artikel 93/2, § 2, eerste lid, luidens welk het opleidingsplan door de directieraad wordt goedgekeurd op voorstel van de directeur-generaal.

Artikel 72

De invoeging van een hoofdstuk II in boek II, titel V, van het Iriscare-statuut impliceert dat ook een hoofdstuk I is ingevoegd, dat momenteel niet bestaat. Het ontwerp moet in die zin aangevuld worden.

Artikel 83

In het ontworpen artikel 98, § 6, 2°, *in fine*, dient te worden geschreven: “als de te evalueren ambtenaar”.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 98, § 6, 3°, dient het woord “suivre” te worden vervangen door het woord “remplir”.

De voorwaarden die het ontworpen artikel 98, § 6, aan de aangewezen evaluator oplegt, verschillen van de voorwaarden die een als evaluator aangewezen ambtenaar moet vervullen op grond van het ontworpen artikel 76, § 6, van het Vivalis-statuut. De steller van het ontwerp moet nagaan of dat wel zijn bedoeling is.

Artikel 87

Het ontworpen artikel 99, § 1, tweede lid, voorziet slechts vier gevallen waarin de evaluatie op een ander moment begint dan bepaald in het eerste lid. Het ontwerpbesluit waarover de afdeling Wetgeving advies 76.904/2/V heeft gegeven, voorziet een vijfde geval, bedoeld in het ontworpen artikel 77, § 1, tweede lid, 4°, van het Vivalis-statuuut. Volgens de gemachtigde van de leden van het Verenigd College gaat het om een vergissing die moet worden gecorrigeerd.

Artikel 91

1. Op een vraag over de draagwijdte en de doelstelling van het ontworpen artikel 100, § 3, eerste lid, dat voorziet in de mogelijkheid een ambtenaar bij zijn evaluatie de bijzondere vermelding “uitstekend” te geven, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Le but de cette mention est de souligner les mérites de certains collaborateurs, au terme d’une procédure officielle et spécifique d’attribution de mention d’évaluation. Cet objectif ne serait pas atteint de manière convaincante en suivant la suggestion des syndicats (mettre des commentaires très positifs dans l’évaluations) en ce que cette appréciation reste cantonnée à l’évaluateur, quand la procédure proposée permet de l’officialiser par le Conseil de direction.

Il n’y a donc pas d’alternative crédible à la possibilité instaurée.

Cette concurrence entre agents n’est pas malsaine car il est légitime de mettre en avant, notamment pour les promotions, les collaborateurs qui n’ont pas démerités et dont les prestations de qualité méritent d’être mises en avant.

La portée et l’objectif de cette disposition sont donc principalement symboliques mais seront pris en considération à l’occasion de procédures de promotion, d’ouvertures de postes, ...”.

Uit dat antwoord volgt dat er op het vlak van bevordering of openstelling van betrekkingen consequenties kunnen zijn voor twee ambtenaren die een evaluatievermelding “gunstig” gekregen hebben, ingeval bij een van hen de vermelding “uitstekend” toegevoegd wordt. Hiervan wordt akte genomen.

2. In de Franse tekst dient men “recommandée” te schrijven in plaats van “recommandé”.

Artikel 96

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 101/1 moet de vermelding “, § 1” weggelaten worden.

Artikel 97

In het opschrift van de in te voegen afdeling moet de komma worden vervangen door het woord “en”.

Artikel 104

In het ontworpen artikel 107, § 3, eerste lid, moeten de woorden “deze vermelding” worden vervangen door de woorden “de vermelding ‘ongunstig’”.

Artikel 109

In de Nederlandse tekst van punt 1° dient men te bepalen dat de woorden “door het SELOR georganiseerde” worden weggelaten, en dat aan het eind van de zin de woorden “georganiseerd in samenwerking met het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning” worden toegevoegd.

In de Franse tekst van punt 1° dient men te schrijven “les mots ‘par le SELOR’ sont remplacés (...)”.

Artikel 110

Op een vraag over het begrip “beheerder van de procedure”, waarvan sprake is in het ontworpen artikel 119, § 4, eerste lid, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Cette notion a été insérée afin de couvrir toutes les entités et autorités pouvant intervenir en tant que responsable de la procédure, sans détailler spécifiquement qui est concerné. Idem pour Iriscare sur pied de l’article 119 du statut en projet.”

Ter wille van de rechtszekerheid moet dit begrip “beheerder van de procedure” gedefinieerd worden.

Artikel 111

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 120, § 2, moet geschreven worden “(...) peuvent participer au deuxième groupe d’épreuves”, omwille van de samenhang met paragraaf 1, eerste lid, dat bepaalt dat er “trois groupes d’épreuves” zijn.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het ontworpen artikel 120, § 5, waar melding moet worden gemaakt van “(...) des épreuves du troisième groupe (...)”.

Artikel 115

Artikel 115 van het ontwerp moet worden herzien, rekening houdend met het gegeven dat artikel 126 van het Iriscare-statuuat dat daarbij gewijzigd wordt, geen paragrafen bevat.

Artikel 127

Op de vraag of het feit dat mandaathouders worden uitgesloten van het zorgverlof in overeenstemming is met richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College er bij wijze van verantwoording op gewezen dat de mandaathouders enerzijds grote verantwoordelijkheden dragen en anderzijds gering in aantal zijn.

De afdeling Wetgeving heeft eerder al de volgende opmerking gemaakt, die hier moet worden herhaald:¹⁶

“Richtlijn (EU) 2019/1158 omschrijft in artikel 2 haar toepassingsgebied als volgt:

‘Deze richtlijn is van toepassing op alle mannelijke en vrouwelijke werknemers met een arbeidsovereenkomst of een arbeidsbetrekking zoals bepaald door de in elke lidstaat geldende wetgeving, collectieve overeenkomsten of gebruiken, rekening houdend met de rechtspraak van het Hof van Justitie.’

Aangezien richtlijn (EU) 2019/1158 van toepassing is op elke vorm van arbeidsbetrekking en aangezien het begrip “werknemer” moet worden geïnterpreteerd met inachtneming van de criteria waarmee het statuut van werknemer in de zin van de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie kan worden bepaald,¹⁷ blijkt niet dat stagiairs en mandatarissen *generaliter* en *a priori* kunnen worden uitgesloten van het toepassingsgebied van het ontworpen dispositief.¹⁸

¹⁶ Advies 76.293/4 van 3 juni 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 4 juli 2024 ‘tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad, en tot regeling van een aantal andere aspecten op het vlak van de verloven’.

¹⁷ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Zie overweging 8 van richtlijn (EU) 2019/1152 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘betreffende transparante en voorspelbare arbeidsvoorwaarden in de Europese Unie’, waarin het toepassingsgebied van de richtlijn op soortgelijke wijze omschreven wordt, en de aangehaalde arresten. Zie ook overweging 17 van richtlijn (EU) 2019/1158, die als volgt luidt: “Deze richtlijn is van toepassing op alle werknemers met een arbeidsovereenkomst of andere arbeidsbetrekking, met inbegrip van de arbeidsovereenkomsten of arbeidsbetrekkingen van deeltijdwerkers, werknemers met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd of personen met een arbeidsovereenkomst of arbeidsbetrekking met een uitzendbureau, als voorheen bepaald in Richtlijn 2010/18/EU. Rekening houdend met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie (Hof van Justitie) betreffende de criteria om de hoedanigheid van een werknemer te bepalen, is het aan de lidstaten om arbeidsovereenkomsten en arbeidsbetrekkingen te definiëren.”

¹⁸ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Zie in dat verband advies 74.358/2 van 20 september 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 14 december 2023 ‘tot wijziging van het RPPol als gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’, waarin aanvaard werd dat aspirant-politieagenten geen werknemers zijn in de zin van richtlijn (EU) 2019/1158, aangezien ze een opleiding volgen en onder een specifieke onderwijsregeling vallen.

Artikel 128

1. Het ontworpen artikel 137, § 2, tweede lid, heeft betrekking op een geval dat enkel geldt “voor mandaathouders ambtenaren (lees: mandaathouders-ambtenaren)”, wat de indruk wekt dat er andere regels gelden voor mandaathouders die geen ambtenaar zijn. Op een vraag over dat onderscheid heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“De administratieve toestand van een tijdelijk statuut betreft de situatie nadat het mandaat wordt toegewezen terwijl het verschil tussen de mandaathouders-ambtenaren en niet-ambtenaren de situatie voorafgaand aan het mandaat betreft, betreffende onder andere de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978.”

Gelet op het feit dat krachtens het ontworpen artikel 133, zesde lid, “het mandaat wordt uitgeoefend in het kader van een tijdelijk statutair dienstverband”, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom het tweede lid niet zou kunnen worden toegepast op alle mandaathouders.

De bepaling moet herzien worden.

2. Vanwege de vervroegde beëindiging van het mandaat in geval van preventieve schorsing voor meer dan zes maanden, heeft een preventieve schorsing - die uitsluitend wordt gerechtvaardigd door het belang van de dienst, zonder dat de verantwoordelijkheid van de ambtenaar die de schorsing ondergaat wordt aangetoond - mogelijk dezelfde gevolgen als de tuchtstraf van ambtshalve ontslag. De enige omstandigheid die de gemachtigde van de leden van het Verenigd College in dat verband heeft aangevoerd, namelijk dat het mandaat tijdelijk is en dat de ontstentenis van een regel voor vervroegde beëindiging van het mandaat de goede werking van de dienst zou kunnen verstoren, kan niet afdoend rechtvaardigen dat een preventieve schorsing een dergelijk gevolg krijgt. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk hoe een automatisch ambtshalve ontslag na afloop van een preventieve schorsing te rechtvaardigen valt.

3. Bovenstaande opmerking geldt ook met betrekking tot de hypothese van een vervroegde beëindiging van het mandaat in geval van langdurige ziekte, zoals voorzien in het ontworpen artikel 137, § 2, eerste lid, 2°.

Artikel 130

In de Nederlandse tekst van punt 1° dient men “minstens” te schrijven in plaats van “tenminste”.

In de Franse tekst van punt 1° moet het woord “au” worden weggelaten.

Artikel 134

In punt 1° dient geschreven te worden “in het tweede lid (...)”.

Artikel 135

1. In punt 5° dient geschreven te worden “(...) worden het tweede en het derde lid vervangen (...)”.
2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 150, § 3, derde lid, moet worden geschreven: “elle compare le profil”.

Artikel 136

De eerste vermelding van “1°” alsook de woorden “in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht” moeten weggelaten worden, en de tweede vermelding van “1°” moet beginnen met de woorden “in paragraaf 2, eerste lid, (...)”.

Artikel 142

1. Het ontworpen artikel 164, § 1, derde lid, bepaalt dat in het geval van een strafvordering de tuchtprocedure niet later ingesteld mag worden dan zes maanden nadat het orgaan bevoegd om de tuchtprocedure op te starten “een voldoende duidelijk beeld heeft over de noodzaak om de tuchtprocedure in te stellen”, en dat het “aan dit orgaan [is] om zich te informeren naar de stand van de strafvordering”.

Om objectief te kunnen bepalen op welke datum de verjaringstermijn van de tuchtprocedure die gelijktijdig met een strafvordering wordt gevoerd, ingaat, verdient het aanbeveling de woorden “een voldoende duidelijk beeld heeft over de noodzaak om” te vervangen door de woorden “over voldoende informatie beschikt om de noodzaak te beoordelen”.¹⁹

2. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat de woorden “au premier paragraphe” in de Franse tekst vervangen moeten worden door de woorden “à l’alinéa 1^{er}”.

¹⁹ Vergelijk met RvS (8e k.) 4 juni 2021, nr. 250.795, *Deldicq en Van den Eynde*: de tuchtoverheid “doit demeurer attentive au respect du principe du délai raisonnable, qui est un corollaire du principe de sécurité juridique et qui impose de ne pas laisser l’agent, menacé d’une action disciplinaire, trop longtemps dans l’incertitude sur son sort. Elle ne peut tenir l’action disciplinaire en suspens si les moyens d’investigation dont elle dispose ou les informations qu’elle peut recevoir avant l’issue de la procédure pénale lui permettent d’apprécier les faits qui sont reprochés à l’agent (...). Pour apprécier le moment où les informations dont elle dispose sont suffisantes pour engager une procédure disciplinaire et établir un rapport introductif à cette fin, c’est-à-dire le moment où elle peut se faire une idée claire de l’existence et de la gravité des faits et de leur imputation au membre du personnel des services de police, l’autorité disciplinaire dispose d’un large pouvoir d’appréciation. À cet égard, le Conseil d’État exerce donc un contrôle marginal et se limite à vérifier si l’autorité disciplinaire est partie de faits exacts, si elle les a appréciés correctement et si elle a pris sa décision dans les limites du raisonnable.” Zie ook RvS (14e k.) 26 juni 2019, nr. 244.962, *Vaes*.

Artikel 145

1. Luidens het ontworpen artikel 169/1, § 2, tweede lid, mag de vervolgte ambtenaar niet worden bijgestaan door een persoon die gevraagd wordt zich uit te spreken over de ten laste gelegde feiten.

Het spreekt voor zich dat het begrip “elke persoon die gevraagd wordt zich uit te spreken” restrictief moet worden geïnterpreteerd, zodat geen afbreuk wordt gedaan aan het recht van de vervolgte ambtenaar om te worden bijgestaan door een persoon van zijn keuze.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 53 van het ontwerp (ontworpen artikel 180, tweede lid).

2. De regel die in het ontworpen artikel 169/1, § 4, wordt voorgeschreven, lijkt niet te sporen met het ontworpen artikel 169/3, § 2, dat bepaalt dat de persoon bedoeld in artikel 169 de tuchtstraf meedeelt “na het tuchtdossier te hebben geanalyseerd als de vervolgte ambtenaar zonder geldige reden niet verschenen is”.

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat die bepalingen moeten worden aangepast zodat ze onderling coherent worden.

Artikel 147

In het ontworpen artikel 169/3, § 1, eerste lid, dient men te schrijven “en gaat over tot elke andere onderzoeksmaatregel”.

Artikel 153

1. In het ontworpen artikel 180, eerste lid, moet de zinswending “De oproeping vermeldt deze feiten” worden herzien, aangezien niet nader wordt vermeld om welke feiten het gaat. Als het gaat om de feiten die de betrokken ambtenaar ten laste worden gelegd, moet de eerste zin van het ontworpen artikel 180, eerste lid, aangevuld worden met de woorden “en op basis van de hem ten laste gelegde feiten”.

2. In het ontworpen artikel 180, tweede lid, moeten de woorden “met uitzondering van de persoon bedoeld in artikel 179, § 2” vervangen worden door de woorden “met uitzondering van een lid van het Algemeen Beheerscomité”.

3. In het ontworpen artikel 180, vierde lid, moeten de woorden “na het houden van een hoorzitting, verlopend zoals hierboven bepaald” vervangen worden door de woorden “na het houden van een hoorzitting in de zin van het eerste lid”.

4. Over de noodzaak om de voorlopige schorsing, bedoeld in het ontworpen artikel 180, vierde lid, in de tijd te beperken op grond van het feit dat de betrokken ambtenaar niet is gehoord, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende aangegeven:

“Het doel is om deze hoorzitting zo snel mogelijk te houden waarbij de ambtenaar zoals voorzien in artikel 153 [van het Vivalis-statuu]t minstens 5 dagen voor de hoorzitting wordt opgeroepen en waarbij de ambtenaar toegang heeft tot de verschillende stukken van het dossier.”

De bedoeling van de steller om zo snel mogelijk een hoorzitting te houden, zou in het ontworpen artikel 180 uitdrukkelijk concreet moeten worden gemaakt.

Artikel 154

Er moet voorzien worden in een maximumtermijn voor de kennisgeving van de beslissing inzake de preventieve schorsing, wanneer deze laatste overeenkomstig het ontworpen artikel 180, vierde lid, uitgesproken wordt bij hoogdringendheid.

Artikel 156

In de Nederlandse tekst moeten de woorden “in strafzaken” worden toegevoegd na de woorden “de minnelijke schikking”. In de Franse tekst moeten de woorden “de l’arrangement amiable” vervangen worden door de woorden “de la transaction pénale”.

Artikel 160

1. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is het ermee eens dat het ontworpen artikel 186 aangevuld moet worden met de regel vervat in artikel 185, tweede lid, van het Iriscare-statuu, die het volgende stelt over het geval waarin een inhouding van wedde wordt opgelegd: “Het bedrag van de tijdens de tuchtschorsing ingehouden wedde wordt afgetrokken van het bedrag van het verlies van wedde dat met de tuchtschorsing gepaard gaat. Als het bedrag van de ingehouden wedde hoger is dan het bedrag van het verlies van wedde dat met de tuchtschorsing gepaard gaat, wordt het verschil door de overheid aan de ambtenaar terugbetaald”.

2. De gemachtigde is het er ook mee eens dat in het ontworpen artikel 186 moet worden bepaald dat de tuchtrechtelijke inhouding van wedde terugwerkende kracht heeft, naar het voorbeeld van wat het ontworpen artikel 186, § 1, voorziet in verband met de tuchtschorsing.

Artikel 162

Zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College bevestigt, is “nieuwjaar” slechts een voorbeeld van een collectieve dienstvrijstelling. Een dergelijk voorbeeld heeft geen verordenende strekking en moet worden weggelaten. In het ontworpen artikel 189, vierde lid, hoort alleen vermeld te worden dat de directeur-generaal collectieve dienstvrijstellingen kan toekennen.

Artikel 163

In punt 1° moet gestipuleerd worden dat de wijziging betrekking heeft op de inleidende zin van het eerste lid, en in de Franse tekst moeten, ter overeenstemming met de Nederlandse tekst, de woorden “obtient, notamment” worden toegevoegd.

Artikel 164

1. Op het verzoek gegevens aan te brengen ter rechtvaardiging van het verschil in behandeling tussen enerzijds de ambtenaar met een graad van een rang die lager is dan A2, die alleen in beroep kan gaan inzake verlof voor de gevallen bedoeld in het ontworpen artikel 191, eerste lid, en anderzijds de ambtenaar met een graad van rang A2 of hoger, die een beslissing inzake verlof kan betwisten in een aantal extra gevallen bedoeld in het tweede lid, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende aangegeven:

“De lijst neemt enkel de verloven over waarbij er een appreciatiemarge is bij de toekenning. Indien een ambtenaar recht heeft op een specifiek verlof is er geen reden om hiervoor een beroep te voorzien. Het verlof kan hem namelijk niet geweigerd worden.”

Uit dat antwoord blijkt niet waarom beslissingen inzake verloven die worden bedoeld in het tweede lid, alleen kunnen worden betwist door ambtenaren met een graad van rang A2 of hoger.

De steller van het ontwerp moet dat verschil in behandeling kunnen verantwoorden.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 191, derde lid, moeten de woorden “de refus” weggelaten worden.

Artikel 170

1. Met betrekking tot het ontworpen artikel 199, eerste lid, 1°, b), heeft de afdeling Wetgeving vragen over de mogelijkheid dat de betrokken ambtenaar naar aanleiding van zijn eigen huwelijk of de inschrijving in het bevolkingsregister van het contract van wettelijke samenwoning, vier werkdagen verlof cumuleert met twee extra werkdagen verlof in geval van huwelijk of inschrijving van het contract van wettelijke samenwoning van “de persoon met wie de ambtenaar als koppel samenleeft”, behalve als ervan uitgegaan wordt dat die laatste persoon trouwt of een contract van wettelijke samenwoning inschrijft met een andere persoon dan de ambtenaar in kwestie, met wie die persoon nochtans als koppel samenwoont.

Er moet worden toegezien op de samenhang van de verloven bedoeld in de *litterae* a) en b) van artikel 199, eerste lid, 1°, voor wat betreft de persoon met wie de ambtenaar als koppel samenleeft.

2. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat de regel die vervat is in het ontworpen artikel 199, eerste lid, 2°, a), al verankerd is in artikel 29 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 4 juli 2024 ‘tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad, en tot regeling van een aantal andere aspecten op het vlak van de verloven’, waarover de afdeling Wetgeving op 3 juni 2024 advies 76.293/4 gegeven heeft.

De bepaling moet worden herzien zodat vermeden wordt dat eenzelfde regeling wordt ingevoegd bij twee onderscheiden wijzigingsbesluiten die elk op een verschillende datum in werking zullen treden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 171, 1°, van het ontwerp, aangezien artikel 30 van het besluit van het Verenigd College van 4 juli 2024 al een punt 5° toevoegt in artikel 200, vierde lid, van het Iriscare-statuuat.

3. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College bevestigt dat het woord “samenwonende” verwijst naar de feitelijk samenwonende en niet enkel naar de wettelijk samenwonende. Dat begrip verschilt voorts niet van het begrip “persoon met wie de ambtenaar samenleeft”. Ter wille van de rechtszekerheid moet de steller van het ontwerp ervoor zorgen dat de gebruikte terminologie eenvormig wordt gemaakt.

Artikel 175

Wat betreft punt 2° van de Franse tekst, moet de in te voegen zin worden geplaatst na de woorden “le justifie”.

Artikel 187

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College bevestigt dat vaccinatie van de ambtenaar of van een van zijn kinderen slechts een voorbeeld is van een mogelijke dienstvrijstelling in geval van een gezondheidscrisis. Een dergelijk voorbeeld heeft geen verordenende strekking en moet worden weggelaten. In het ontworpen artikel 239/2 hoort alleen vermeld te worden dat de directeur-generaal dienstvrijstellingen kan toekennen in het kader van de bestrijding van een gezondheidscrisis.

Artikel 189

In het ontworpen artikel 240, § 2, eerste lid, moeten de woorden “van dit verlof” vervangen worden door de woorden “van het verlof, bedoeld in paragraaf 1,”.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 240, § 4.

Artikel 191

In het ontworpen artikel 241 wordt niet langer gestipuleerd dat de ambtenaar die loopbaanonderbreking geniet, “in dienstactiviteit” is, zoals bepaald in artikel 241 van het Iriscare-statuuut.

Op de vraag of die wijziging impliceert dat een ambtenaar die niet in dienstactiviteit is, voortaan een dergelijke loopbaanonderbreking zou kunnen genieten, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Om de loopbaanonderbreking aan te vragen moet het personeelslid niet in dienstactiviteit zijn, maar gedurende de loopbaanonderbreking bevindt de ambtenaar zich in loopbaanonderbreking, zij het onbezoldigd, er wordt een toelage betaald door de RVA.”

Er wordt akte genomen van dat antwoord.

Artikel 193

Er moet op worden toegezien dat de Nederlandse en de Franse tekst van de wijzigingen die artikel 193 van het ontwerp aanbrengt, met elkaar overeenstemmen.

Artikel 198

In het ontworpen artikel 268, § 1, tweede lid, dient men te schrijven: “De duur van de in het eerste lid vermelde diensten (...)”.

Artikel 200

Het ontworpen artikel 280, § 2, vijfde lid, moet beginnen met de woorden “De toepassing van het eerste, het tweede, het derde of het vierde lid (...)”.

Artikel 201

Zoals de gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft beaamd, moet het ontworpen artikel 281, tweede lid, worden herzien in zoverre het het tegenovergestelde bepaalt van wat wordt bedoeld. Bedoeling is immers dat de blokkering wordt opgeheven als de overheid op het einde van de volgende evaluatieperiode, die volgt op de toekenning van een vermelding “onvoldoende” of “onder voorbehoud”, geen nieuwe vermelding “onvoldoende” of “onder voorbehoud” heeft toegekend.

Artikelen 210/1, 210/2 en 210/3

De artikelen 210/1, 210/2 en 210/3 strekken telkens tot wijziging van artikel 304 van het Iriscare-statuut; die wijzigingen moeten samengebracht worden in één artikel.

Artikel 220

1. In het ontworpen artikel 313, § 1, tweede lid, 2°, dient men te schrijven: “met uitsluiting van de in 1° vermelde rijwielen”.

2. Op de vraag in hoeverre het ontworpen artikel 313, § 2, luidens hetwelk een jaarabonnement terugbetaalbaar is voor zover het gaat om een abonnement bij Brusselse deelfietsenbedrijven, verenigbaar is met het vrije verkeer van diensten en met de vrijheid van vestiging die door het recht van de Europese Unie worden gewaarborgd, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Hiermee wordt louter een deelfietsenbedrijf bedoeld dat zijn diensten aan biedt in Brussel. In die zin wordt dus voldaan aan de Europese verplichtingen.”

Gelet op dat antwoord moet in de bepaling gesproken worden van “deelfietsenbedrijven die actief zijn op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad”.

Artikel 222

De afdeling Wetgeving vraagt zich af hoe het ontworpen artikel 315, § 2, tweede lid, concreet toegepast zal worden met betrekking tot de proportionele vermindering van het aantal controles of werkdagen ingeval de betrokken ambtenaar zich in een van de in paragraaf 3 beoogde gevallen bevindt.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. In een wijzigingstekst horen artikelen niet te worden genummerd als “x/1”,²⁰ omdat dat de indruk wekt dat de wijzigingstekst zelf is gewijzigd door een andere tekst die daar dat artikel x/1 heeft ingevoegd.

De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

2. In de Nederlandse tekst van het ontwerp dient men overal “het HRM” te schrijven in plaats van “de HRM”.

3. In het ontworpen artikel 137, § 2, eerste lid, stemmen de Nederlandse tekst en de Franse tekst van de punten 3°, 4° en 5° niet overeen.

4. In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 150, § 3, vierde (lees: derde) lid, dient men “gekozen kandidaat” te schrijven in plaats van “weershouden kandidaat”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO

²⁰ Zie bijvoorbeeld artikel 6/1 van het ontwerp.